

---

# LE POINT DU JOUR,

O U

*RÉSULTAT de ce qui s'est passé la veille à  
l'Assemblée Nationale.*

N<sup>o</sup>. CXXVIII.

---

*Du Dimanche 8 Novembre 1789.*

**L**A grande question concernant l'admission des ministres dans l'assemblée nationale, dont le jugement avoit été suspendu jusqu'à cette séance, a été de nouveau soumise aux débats. M. de Montlaugier a commencé par se plaindre de ce que depuis quelque temps on proposoit des questions imprévues dont on pressoit ensuite la décision.

« C'est un désordre dangereux & funeste, disoit-il, puisqu'il tendroit à concentrer toutes les déterminations de l'assemblée dans un petit nombre de membres qui sauroient se concerter & se combiner d'avance pour en diriger seuls tous les mouvemens. .... »

M. de Montlaugier approuvoit les deux premiers points de la motion de M. de Mirabeau, à cette exception près, qu'il trouvoit excessivement dangereuse l'extension qu'on vouloit donner à la caisse nationale. Quant à l'admission des ministres, il s'étonnoit que des amis de la liberté aient appuyé de leurs suffrages un projet aussi vicieux en principes, que dangereux dans ses conséquences, & pernicieux dans ses effets. « Nous n'avons pas, disoit-il, le pouvoir d'accorder à des étrangers une influence nationale ;

*Tome IV.*

H

nous ne pouvons créer de notre propre autorité des membres du corps législatif ; qui ne peuvent l'être que par l'élection du peuple ; qu'on ne veuille point nous en imposer par la distinction de voix délibérative & consultative ; elles forment l'une & l'autre le double caractère que le peuple français nous a transmis. Prétendre en livrer à des étrangers la moindre partie sans sa participation , c'est un sacrilège constitutionnel , un crime de lèse patrie.

» Accorder à des ministres voix consultative , n'est-ce pas tout leur accorder ? n'est-ce pas accorder à des hommes , souvent peu citoyens , à des hommes choisis , excités par le gouvernement même à nous tendre des pièges ? La faculté de s'emparer de nos débats , de les éclairer de leur fausse lumière , de les remplir de leur fausse doctrine ? n'est-ce pas enfin mettre dans les mains du gouvernement cette initiative funeste , que votre sagesse , que l'Angleterre & que tous vos voisins ont proscrite ? Qu'on cesse donc de nous opposer l'usage de l'Angleterre , où la seule nomination au ministère d'un homme qui a déjà le vœu du peuple , est un titre d'exclusion du corps législatif , puisqu'il faut une réélection expresse pour l'y conserver ; est-ce d'après un pareil exemple qu'on veut nous prouver que le choix du prince seul peut faire siéger parmi nous , contre la vœu du peuple , un homme déjà privé de sa confiance & de ses suffrages. C'est assurément une dérision.

» Quant à l'utilité de cette admission , je n'en vois aucune ; nous avons des comités dans toutes les parties de l'administration ; ces comités peuvent conférer avec les ministres , & leurs instructions ainsi transmises peuvent produire les heureux effets que vous en attendez : ainsi je pense que nous ne pouvons pas *en principe* , & que nous ne devons pas *en politique* , nous occuper de cette troisième partie de la motion de M. de Mirabeau. Peut-être



quand nous prononcerons définitivement sur l'admission des ministres dans le corps législatif, je dirai, comme en Angleterre, que la confiance du peuple doit être au-dessus de tout, mais alors c'est le citoyen que je veux y voir, & non le ministre; M. de Mirabeau, au contraire, veut y voir le ministre plutôt que le citoyen; il y a sans doute dans cette proposition un sens mystique, sans quoi il est évident qu'une pareille proposition seroit le renversement de tout bon principe & de toute bonne politique.»

M. Lanjuinais a cité un article du cahier de Rennes, qui porte que les représentans de la nation ne pourront obtenir du pouvoir exécutif, pendant la session dont ils seront membres, ni pendant les trois années suivantes, aucune place dans le ministère, aucune grace, gratification, emploi, avancement, pension, à peine d'être déchus de tout droit de citoyen; «c'est du moins ainsi que M. Lanjuinais a rédigé sa motion, après qu'il a eu fait sentir l'analogie qu'il y a entre la voix consultative & la voix délibérative, & qu'il a montré la nécessité d'ajourner l'une & l'autre question pour la délibérer comme articles constitutionnels; la voix consultative, ajoutoit-il, lui donneroit plus d'influence encore. Si un génie éloquent peut entraîner l'assemblée quand il n'est que l'égal de tous les membres, que seroit-ce s'il joignoit à l'éloquence l'autorité d'un ministre?»

Quelle seroit en effet l'influence inévitable d'un homme que nos préjugés élèvent encore au-dessus de toutes les places, & combien ne pourroit-elle point devenir funeste à l'état, si cet homme joignoit à une grande éloquence, l'habitude de l'intrigue, & s'il réunissoit à l'art funeste de séduire tous les moyens de corrompre? Quels maux n'a pas causé à l'Angleterre le ministre Walpole, qui disoit avec tant d'audace, *que chaque homme avoit son prix.*

D'ailleurs, doit-on faire de l'assemblée nationale un



échelon pour arriver au ministère ? Tel homme qui est propre à proposer une bonne loi, ou à la faire adopter ; ne l'est point également aux opérations du pouvoir exécutif. Chez le premier, tout consiste à délibérer, mais le second doit agir. Ne seroit-ce pas d'ailleurs humilier le corps législatif de penser qu'il est un autre emploi supérieur à celui d'être législateur d'un grand empire. N'est-on pas plus impartial sur les opérations des ministres, lorsqu'on ne peut pas avoir l'ambition de les remplacer ? N'est-on pas alors moins suspect que lorsqu'on les soutient, & moins suspect quand on les réprime ? Ces idées ont sans doute fait penser à plusieurs bailliages, que le titre de représentant de la nation devoit suffire à la vertueuse ambition des plus habiles citoyens.

M. Blin, après avoir parcouru les argumens faits en faveur des ministres, soutenoit, 1°. qu'il n'y a point d'éclaircissement qu'ils ne puissent donner également chez eux, 2°. que la méthode de communiquer avec les ministres par l'intermédiaire d'un comité, étoit avantageuse en ce qu'on pressoit dans le cabinet des objections que l'on ne faisoit qu'indiquer en public, & en ce que le petit nombre des acteurs permettoit d'entrer dans des détails & des explications, qui ne sont pas admissibles dans les plus grandes assemblées. Quant à l'usage d'Angleterre, personne n'ignore la corruption & la vénalité dont le ministre fait un usage si habile pour assurer son empire & son influence. La majorité du parlement d'Angleterre ne prend pas même la peine de se cacher dans le trafic de ses suffrages. Si l'on consulte d'ailleurs les transactions de ce parlement, sur-tout depuis le milieu du règne actuel, on observera avec regret que les motions les plus utiles, ont été faites par le parti de l'opposition, & que la plupart ont été rejetées par la majorité, c'est-à-dire, par le ministre. . . .

En 1775 on a vu un membre de la chambre des communes demander la représentation de la copie d'une lettre



écrite par un des ministres, comme contenant des matières d'instruction qui méritoient l'attention de la chambre. Le ministre répondit qu'il étoit seul juge des matières qui devoient ou ne devoient pas être soumises à l'examen de la chambre. Cette réponse occasionna des débats très-vifs, après lesquels on fit la motion de présenter une adresse au roi, pour demander que la lettre fût mise sous les yeux de la chambre, & la majorité du ministre fit rejeter la motion. Il seroit aisé de citer beaucoup de faits de cette nature qui ne prouvent que trop le danger de l'influence ministérielle. Je passe sous silence l'affaire scandaleuse de M. Wilkes, & je m'arrête au temps de la guerre d'Amérique; cette époque est une source féconde de grandes & utiles leçons dont il ne tient qu'à nous de profiter.

» Si lord North, escorté de sa majorité, n'avoit pas dominé dans la chambre des communes, les discours éloquens & les représentations évidentes faites par M. Burke & autres orateurs de l'opposition, le fameux discours prononcé à la barre, par M. Glower, auroient-ils demeurés sans effet? & des hommes livrés aux seules lumières de leur raison, dégagés de toute influence ministérielle, auroient-ils embrassé un parti évidemment contraire aux intérêts de la nation qu'ils représentoient? »

M. Blin supposoit ensuite que le danger de cette influence fût écarté; il soutenoit dans ce cas qu'il pourroit se former un parti d'opposition, si les ministres siégeoient dans l'assemblée, ce qui retarderoit les travaux, ou donneroit à quelques membres l'ambition d'attaquer souvent le ministère, & de causer de fréquens maux à l'état. D'ailleurs, en donnant voix consultative aux ministres, la responsabilité si indispensable deviendrait une chimère, car les ministres n'ayant point de commettans, & n'ayant à exécuter que leurs propres projets, n'auront de compte à rendre à personne.

quand vous les aurez adoptés, quelque nuisibles qu'ils puissent être. Armés d'un *veto* qui peut empêcher la loi d'exister, plus puissans que le roi même, & vrai dépositaires du pouvoir exécutif, ils jouiront encore de la faculté de faire passer de mauvaises loix, de modifier les autres à leur convenance, & de rejeter tout ce dont l'exécution dérangerait leurs habitudes ou restreindrait leur autorité. »

D'après ces motifs, M. Blin proposoit l'amendement suivant à la motion de M. de Mirabeau. « *Aucun membre de l'assemblée nationale ne pourra désormais passer au ministère pendant tout le cours de la session.* »

Il ne faut pas oublier, en effet, que les peuples n'ont envoyé des représentans que pour faire une constitution libre, qui puisse former un rempart contre toute sorte de despotisme, & non une constitution qui couvre, protège ou favorise l'ambition impérissable des ministres; aussi tous les membres de l'assemblée ont demandé d'aller aux voix, quoiqu'un grand nombre d'orateur fût inscrit pour la parole. On a relu la motion de M. de Mirabeau. M. Pethion proposoit, pour amendement, que les ministres ne seroient admis que lorsqu'ils seroient invités par l'assemblée, & alors qu'ils pourroient discuter les plans soumis à la délibération.

M. Malouet observoit que cette admission étoit de droit, & que les ministres devoient être admis lorsqu'ils auroient quelque chose à proposer.

On a disputé quelque temps sur la manière de délibérer, & sur celle de poser la question d'après les différens amendemens.

La division ayant été réclamée, M. de Mirabeau a demandé d'être entendu pour défendre sa motion.

« Peut-on déclarer, a-t-il dit, que l'élite de la nation ne peut pas renfermer un bon ministre, & que le chef d'une grande famille ne peut pas prendre un conseil parmi



les membres les plus distingués ? Vous avez décrété que tous les citoyens sans distinction avoient une égale aptitude à tous les emplois ; pouvez-vous donc déclarer que les représentans de la nation ne seront pas capables de travailler à son administration ? Feroit-on cette injure à la nation françoise , que les sources de salut chez nos voisins peuvent devenir un mal chez nous ? . . . . Si l'on pense qu'un motif secret soit l'objet de la motion , je me charge de faire connoître . . . » Ici des bruits confus se sont fait entendre , & l'orateur , interrompu pendant quelques instans , a ensuite repris ainsi :

» Il est deux membres qui peuvent être l'objet de cette motion. L'objet , c'est moi ; & l'autre , c'est l'auteur de la motion . . . Des bruits populaires ont donné des craintes à certaines personnes , & des espérances à d'autres ; ainsi je propose de borner l'exclusion demandée à M. de Mirabeau & à M. Lanjuinais . . . . »

M. Mongin de Roquefort a dit que son cahier poroit la même exclusion contre les membres de l'assemblée , & qu'il étoit dangereux d'y laisser un pareil foyer d'ambition.

M. de castellane pensoit que cette exclusion étoit une espèce d'interdiction prononcée contre des hommes qui avoient servi leur patrie.

§ MM. Treilhard & Target ont discuté la division de la motion & l'ajournement qui avoit été demandé. M. le comte de Crillon a dit que la division étoit de droit. On est allé aux voix , la division a été acceptée. L'assemblée a décrété *qu'aucun membre ne pourra passer au ministère pendant la durée de la session actuelle.*

On est encore allé aux voix sur la seconde partie , tendante à statuer sur la voix délibérative ou consultative , à donner ou à refuser aux ministres du roi dans l'assemblée nationale , ainsi que sur l'exclusion des membres de l'assem-

blée, pendant trois ans, de tout emploi, grace, pension, avancement, &c. de la part du pouvoir exécutif.

Cette seconde partie a été ajournée, & fera amplement discutée, lorsqu'on s'occupera de cet objet dans la constitution.

M. le président a lu une lettre de M. le garde-des-sceaux, par laquelle ce ministre dit qu'il s'empresse, en sortant du conseil, de faire part à l'assemblée nationale de l'acceptation donnée par le roi aux neuf articles de constitution, présentés avant hier. Sa majesté consent & fera exécuter les trois autres décrets, & une expédition en forme, telle qu'elle est prescrite par la constitution, sera envoyée dans les archives. L'envoi des autres décrets sera fait incessamment, & M. le garde-des-sceaux assure qu'il ne cherche qu'à répondre à l'empressement & aux vœux de l'assemblée nationale.

M. l'évêque d'Autun a pris ensuite la parole sur l'exécution du décret concernant les biens ecclésiastiques, rendu le 2 de ce mois. Il a proposé un objet de décret en cinq articles, contenant des dispositions économiques & conservatoires. M. Treilhard & M. Martineau ont fait d'autres motions relatives à la nomination aux bénéfices, & à la suppression des monastères & des collégiales. Comme ces différentes motions ont donné lieu à des longs débats, qu'une partie en a été décrétée & l'autre ajournée à lundi, nous les ferons connoître dans *la feuille de demain*.

La séance se tiendra demain à la nouvelle salle des tuilleries.

---

On souscrit, à Paris, chez C U S S A C, Libraire, au Palais-Royal. Nos. 7 & 8, & chez les principaux libraires de l'Europe.